

obligé de travailler à Agriculture Canada, dans une pièce sombre du sous-sol. Il a très peu de personnel, et un budget à peu près nul. En réalité ce n'est un ministère que de nom.

Même si le premier ministre (M. Mulroney) assistait au débat tantôt, c'est là le genre de chose auquel il devrait songer sérieusement: désigner un ministre des Forêts chargé de ce secteur à l'échelle du Canada, un ministre en titre comme il l'avait promis pendant la campagne électorale. Il s'agit du plus important secteur économique du pays. Il fait travailler 300,000 Canadiens directement, et 600,000 indirectement. Les pertes que nous avons subies au cours de ces incendies récents ne sont qu'une partie des pertes totales qui nous frappent chaque année d'un bout à l'autre du pays.

Un des autres sujets qui n'ont pas été abordés par les deux orateurs gouvernementaux ce soir, c'est la nécessité d'un effort spécial de reboisement. J'avais l'espoir en déclenchant ce débat d'urgence que l'on consacrerait un peu plus de réflexion et d'analyse à ce qu'il faut réellement faire, plutôt que d'utiliser la soirée comme une opération de relations publiques si l'on peut dire, comme l'a fait voir l'orateur qui m'a précédé. Il faudrait songer au reboisement, à un examen plus efficace de la question des bombardiers à eau et produits chimiques, au moyen d'utiliser plus efficacement le ministère de la Défense nationale et le Service canadien des forêts. On aurait pu espérer que le côté gouvernemental nous proposerait des solutions à ce sujet.

À titre d'exemple, les crédits prévus par le ministre d'État aux Forêts pour annoncer qu'il y a un ministère fédéral des forêts, 4 millions d'ici à l'automne prochain, suffiraient à planter les 9.5 millions de plants qui vont manifestement être nécessaires maintenant à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, dans l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick.

● (2110)

Les téléspectateurs des Maritimes et moi-même espérons que le gouvernement annoncerait ce genre de mesure au lieu de profiter de l'occasion pour se faire mousser en annonçant la tenue d'une commission d'enquête et le paiement d'une indemnisation. Les citoyens des Maritimes savent maintenant que leur province versera les premiers \$750,000, que le gouvernement fédéral déboursa la moitié du million et demi suivant, 75 p. 100 du million et demi d'après et 90 p. 100 du reste.

Cela ne résoudra pas le problème de gens comme Ken Banks qui a perdu sa maison centenaire et tous ses bâtiments de ferme. Il se préparait à prendre sa retraite et, comme de nombreux citoyens des Maritimes, il espérait apprendre ce que le gouvernement fédéral compte faire. Ces gens-là veulent savoir s'il versera de l'argent pour le reboisement.

Et que va-t-on faire pour ceux qui ont perdu leur maison et qui ne sont pas assurés? Vont-ils devoir aller devant les tribunaux pour établir qui les dédommagera de leurs pertes?

J'espérais que le gouvernement aurait réfléchi davantage à ces questions car il a des centaines de milliers de fonctionnaires sous la main pour l'aider à se préparer à un débat comme celui de ce soir. Je suis sûr que ceux qui ont perdu leur chalet ou

leur maison veulent obtenir la réponse à un grand nombre de questions.

Pour conclure, je voudrais parler de la faune. Le Service canadien de la faune a été l'une des principales victimes des compressions budgétaires du ministre des Finances (M. Wilson), l'année dernière. Ce genre de catastrophe, qui tue et estropie un nombre considérable d'animaux et qui déplace la faune vers d'autres régions qui ne constituent pas son habitat naturel, amène de nombreux citoyens à se demander quelles mesures le Service canadien de la faune peut prendre. Ce service n'a plus de pathologiste de la faune, car le seul qu'il avait a été congédié l'automne dernier.

Quel est le mandat du Service canadien de la faune? Beaucoup de gens qui s'intéressent à l'environnement, et notamment ceux qui observent les oiseaux, auraient aimé que le ministre de l'Environnement (M. McMillan) aborde cette question.

C'est avec plaisir que je participe à ce débat, mais je trouve attristant que les ministériels, y compris le ministre qui a pris la parole, aient profité de l'occasion pour se faire mousser afin qu'on puisse lire dans les journaux des Maritimes: «Le gouvernement a exigé la tenue d'un débat d'urgence auquel assistait le premier ministre». Il aurait mieux valu prendre le temps de trouver de véritables solutions pour les gens comme Ken Banks qui a perdu tout ce qu'il possédait.

[Français]

M. Albert Girard (Restigouche): Monsieur le Président, je me joins à mes collègues de la Chambre pour déplorer les pertes substantielles occasionnées par les incendies qu'ont connus les forêts de ma province.

Tantôt, j'écoutais mon collègue de Westmorland—Kent (M. Robichaud) qui disait que nous n'avions pas de priorité politique. A mon avis, la présence, ce soir, du premier ministre (M. Mulroney) et de cinq ministres démontre que notre parti a une priorité politique et donc que les forêts dans les provinces de l'Atlantique sont très importantes, mais on se demande où sont les deux autres chefs des partis d'Opposition.

Mais quand même, j'aimerais parler des démarches que le gouvernement fédéral a faites, conjointement avec les provinces, pour aider au développement et à la protection de nos forêts.

Le gouvernement fédéral n'a ménagé aucun effort pour prêter son concours à la province du Nouveau-Brunswick tout au long de cette période très difficile. Inutile de rappeler l'importance primordiale que revêt l'industrie forestière pour le bien-être économique de toute la région de l'Atlantique. Au Nouveau-Brunswick, elle fournit 23 p. 100 de la production totale en matières premières de la province, ainsi que les deux tiers de toutes ses exportations. Également 85 p. 100 des terres forestières sont considérées comme productives. Les forêts alimentent, par conséquent, l'industrie principale de la province. Plus de 36,000 citoyens du Nouveau-Brunswick tirent leurs revenus des forêts. Les revenus engendrés rapportent 250 millions de dollars en salaires. La valeur brute des produits forestiers de la province surpasse le milliard de dollars annuellement.